



## **1. PRESENTATION DE LA DEMANDE**

Le 12 juin 2017, en application de l'article R 181-46 du Code de l'environnement, la société ARKEMA a porté à la connaissance du Préfet de la Moselle son projet de modification notable des installations classées qu'elle exploite sur la plate-forme de Carling – Saint-Avold. La notice d'information a été complétée par une note transmise par courrier référencé ENV/FLT/L062/17 du 30 août 2017 apportant les éléments de réponse aux observations et demandes de compléments de l'Inspection communiquées à l'exploitant par courriel du 08 août 2017.

### **1.1. Rappel de l'activité et du contexte technique et administratif**

ARKEMA opère dans la chimie des acryliques.

L'établissement de Carling - Saint-Avold est soumis au régime de l'autorisation au titre de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) et relève du statut SEVESO Seuil haut.

En plus de ses ateliers de fabrication, ARKEMA est autorisée à exploiter deux stations de traitement des effluents industriels (ceux d'ARKEMA et ceux de certaines autres ICPE de la plate-forme) :

- une station de traitement biologique ;
- une station de traitement final (STF), physico-chimique.

### **1.2. Nature et raisons de la modification**

Implantée également sur la plate-forme de Carling – Saint-Avold, la société SNF Floerger (SNF), établissement soumis à autorisation, opère, comme ARKEMA, dans la chimie des acryliques. Ses activités génèrent des rejets aqueux (mélange d'eaux de lavage de dalle, de purges, d'eaux pluviales sur les rétentions et d'égouttures éventuelles). Aujourd'hui, cet effluent est collecté et confiné dans un bassin présent sur le site, avant d'être acheminé par camion-citerne sous le code déchet 16 10 02 (déchets liquides aqueux autres que ceux visés à la rubrique 16 10 01) vers un centre d'incinération.

Les sociétés ARKEMA et SNF appartiennent toutes les deux à l'association des industriels de la plate-forme de Carling-Saint-Avold (AIPCSA), baptisée CHEMESIS depuis 2016. Pour mémoire, cette association s'est structurée en 2013 dans le cadre de la mutation de la plate-forme avec notamment la prévision des arrêts d'activité de TPF (qui fait aussi partie de CHEMESIS). Elle a pour vocation le développement économique dans la chimie à forte valeur ajoutée, l'énergie et les matériaux innovants, en permettant notamment aux industriels adhérents la mutualisation des services.

Suite aux arrêts d'activité de TPF évoqués ci-dessus, les stations d'ARKEMA, qui recevaient et traitaient les effluents générés par ces installations, sont en sous-capacité et peuvent recevoir de nouveaux effluents.

C'est dans ce contexte que la reprise des effluents de SNF par la société voisine ARKEMA a été étudiée et que des essais ont été réalisés.

Ainsi, considérant que :

- la réalisation d'un essai industriel courant 2016 a démontré la compatibilité de la qualité physico-chimique des effluents de SNF avec les installations de traitement d'ARKEMA et la faisabilité de reprise de ces effluents de façon pérenne ;
- le traitement des effluents de SNF dans les installations d'ARKEMA apporte un gain environnemental au regard de la situation actuelle ;

la société ARKEMA sollicite auprès de Monsieur le Préfet l'autorisation de recevoir et de traiter ces effluents.

## **2. ELEMENTS D'APPRECIATION FOURNIS PAR L'EXPLOITANT**

### **2.1. Eléments administratifs**

L'exploitation des installations de la société ARKEMA est autorisée notamment par les arrêtés préfectoraux suivants :

- arrêté n°2004-AG/2-433 du 27 septembre 2004 relatif au changement d'exploitant dans le cadre de la prise en charge des activités de la pétrochimie par la société TOTAL PETROCHEMICALS France ;
- arrêté n°2006-DEDD/1-306 du 22 août 2006 modifié, portant refonte de l'arrêté-cadre modifié n°93-AG/2-194 du 13 avril 1993 réglementant les ateliers exploités par ARKEMA sur la plate-forme pétrochimique de Carling – Saint-Avold, dit « arrêté-cadre ».

Concernant les stations de traitement des effluents, elles sont soumises au régime de l'autorisation au titre de la rubrique 2750 de la nomenclature des installations classées : « *Station d'épuration collective d'eaux résiduaires industrielles en provenance d'au moins une installation classée soumise à autorisation* ».

En l'occurrence la station de traitement biologique exploitée par ARKEMA est autorisée à recevoir « les eaux des installations classées des sociétés ARKEMA, TOTAL PETROCHEMICALS FRANCE et ALTUGLAS INTERNATIONAL », situées également sur la plate-forme.

Quant à la STF, elle est autorisée à recevoir « les eaux (y compris pluviales) des installations classées des sociétés ARKEMA FRANCE, TOTAL PETROCHEMICALS FRANCE, COKES DE CARLING, PROTELOR, ALTUGLAS INTERNATIONAL, AIR LIQUIDE et EON POWER France (uniquement en cas de situation exceptionnelle : débordement vers l'ovoïde Nord) ».

Ces stations relèvent également de l'autorisation au titre de la rubrique 3710 : « *Traitement des eaux résiduaires dans des installations autonomes relevant des rubriques 2750 et qui sont rejetées par une ou plusieurs installations relevant de la section 8 du chapitre V du titre 1er du livre V* ».

Elles sont réglementées par l'arrêté préfectoral n°2015-DLP/BUPE-169 du 27 mai 2015 réglementant les rejets aqueux de l'ensemble des installations exploitées par la société ARKEMA, sur la plateforme pétrochimique de Carling à Saint-Avold, dit « arrêté-cadre eau ».

### **2.2. Risques chroniques**

ARKEMA a étudié les effets de la modification sollicitée sur l'environnement.

## Milieu aquatique

Préalablement à l'essai industriel, ARKEMA a fait appel à la société spécialisée BIOVITIS pour des essais en laboratoire afin :

- d'évaluer le potentiel de biodégradation de l'effluent ;
- d'étudier l'impact de l'effluent de SNF sur la biomasse de la station de traitement biologique.

L'analyse des résultats de l'expérimentation réalisée sur 28 jours en mars 2015 sur différents échantillons SNF et un échantillon témoin ARKEMA permet de conclure que :

- la biomasse de l'aérateur de la station biologique est capable de dégrader rapidement des concentrations de 5 à 10% d'effluents de SNF lorsque ceux-ci sont mélangés aux effluents ARKEMA ;
- la viabilité des micro-organismes et l'activité épuratrice de la biomasse ne semblent pas affectées par la nature et la concentration des différents effluents testés, y compris lorsque ceux-ci renfermaient des traces d'émulseur ou d'anti-mousse.

En outre, cet effluent qui apporte de la matière organique, de l'azote et du phosphore à la biomasse épuratrice contribue à soutenir la charge de la station biologique.

Au regard de ces résultats positifs, SNF et ARKEMA ont réalisé un essai industriel, intégrant l'ensemble des phases, de l'organisation de l'essai avec prise de contact entre les deux exploitants, jusqu'au traitement biologique et le suivi.

Après deux premiers essais positifs en mai 2016, la reprise des effluents de SNF s'est poursuivie à raison d'un volume mensuel compris entre 60 et 300 m<sup>3</sup>. Aucune anomalie n'a été mise en évidence :

- o ni perturbation de la biomasse (en particulier il n'y a pas eu de développement de bactéries filamenteuses, redoutées car nuisibles au bon fonctionnement de la station) ;
- o ni dérive des paramètres physico-chimiques suivis, que ce soit en sortie de la station biologique ou de la STF (les quelques dépassements enregistrés dans le cadre de l'auto-surveillance sur cette période n'ont pu être corrélés avec la reprise de l'effluent SNF).

Par ailleurs, ARKEMA a fait réaliser en avril 2017 une analyse de l'eau du bassin SNF de 100 m<sup>3</sup> par le laboratoire CARSO portant, en plus des paramètres physico-chimiques de base, sur les formes de l'azote, du phosphore, les différents métaux, les BTEX, les solvants organohalogénés, les HAP, les dérivés du benzène et du phénol. Les paramètres à analyser ont été définis en concertation avec SNF, sur la base de ses fabrications et des produits mis en œuvre, de l'auto-surveillance des rejets des stations de traitement des effluents ainsi que des substances entrant dans la qualification de l'état des masses d'eau.

Il en ressort que l'effluent SNF renferme notamment :

- concernant les polluants spécifiques non synthétiques de l'état écologique : des traces de Cuivre (0,076 mg/l), Chrome (0,109 mg/l) et Zinc (1,19 mg/l) ;
- concernant les substances prioritaires analysées : des traces de chloroforme (0,62 µg/l), Nickel (0,047 mg/l) et Plomb (0,004 mg/l) ;
- du chlorométhane (10 mg/l), substance caractéristique de l'activité de SNF.

Considérant :

- l'absence de dérive des paramètres suivis en sortie de ses stations de traitement lors de la période d'essais en 2016 ;
- la part marginale de l'effluent SNF au regard du débit d'effluent total à traiter et de charge de DCO en entrée de station biologique (environ 0,5% pour le débit et entre 1,5 et 2% pour la DCO) ;

**ARKEMA considère que la réception de ce nouvel effluent, dans les mêmes conditions que celles de l'essai industriel réalisé en 2016 et à hauteur d'un volume maximal de reprise de 500 m<sup>3</sup>/mois, n'aura pas d'impact notable sur le milieu aquatique récepteur (le Merle).**

ARKEMA rappelle en outre que, suite aux arrêts d'activités, les flux de polluants rejetés au milieu naturel ont considérablement baissé depuis 2015.

Enfin, en cas de déversement accidentel dans le bassin de SNF, ARKEMA précise que l'effluent pourra ne pas être repris et que la société SNF procédera alors à son élimination hors du site, dans des installations dûment autorisées à le recevoir. Pour rappel, la reprise de l'effluent reste dans tous les cas conditionnée à l'accord préalable de la société ARKEMA, après réception d'un bordereau d'analyses. En outre, à tout moment, selon la disponibilité et le fonctionnement des stations, ARKEMA peut interrompre la reprise des effluents de SNF, qui reviendra alors momentanément à son mode de gestion antérieur.

#### Rejets atmosphériques et qualité de l'air

L'effluent SNF sera pompé en citerne routière à partir du bassin SNF de 100 m<sup>3</sup> (comme c'est déjà le cas actuellement), puis dépoté à la station biologique, soit dans le bassin de sécurité R1157 (ouvert) soit dans le bassin tampon R1170 via le déshuileur (bassin couvert, dont les émissions sont renvoyées vers l'aérateur en fonctionnement normal).

ARKEMA indique qu'aucune nuisance olfactive n'a été observée en lien avec les opérations de reprise des citernes routières.

Concernant les émissions de Composés Organiques Volatils (COV) issues des ouvrages de traitement de la station de traitement biologique, ARKEMA rappelle qu'elles font l'objet d'une quantification et d'une déclaration annuelle.

#### Evaluation globale des impacts environnementaux du projet

Le projet s'inscrit dans une démarche globale de gestion des effluents plus favorable pour l'environnement, avec :

- une diminution du transport routier et des émissions en résultant, liée à la proximité des installations de SNF et d'ARKEMA, situées au sein d'une même plate-forme, au lieu d'envoyer les effluents dans une installation de traitement à plusieurs dizaines de kilomètres ;
- un traitement par voie biologique au lieu d'une élimination par incinération, ce qui permet de supprimer les rejets atmosphériques liés à l'incinération ainsi que la dépense énergétique nécessaire pour brûler les effluents.

### **2.3. Risques accidentels**

ARKEMA a réalisé une analyse des risques liés au projet.

#### **Concernant les caractéristiques de l'effluent SNF**

ARKEMA n'a pas identifié de potentiel de dangers en lien avec les caractéristiques des effluents de SNF, ceux-ci n'étant ni inflammables, ni explosifs et ne présentant pas de caractère toxique. Ils sont en outre compatibles avec ceux qui alimentent déjà actuellement la station de traitement. ARKEMA rappelle d'ailleurs que l'ADAME entrant dans la fabrication des produits de la société SNF est fabriqué par ses propres ateliers, dont les rejets aqueux sont traités à la station biologique.

ARKEMA indique également que les effluents de SNF, aujourd'hui éliminés comme déchets, ne sont pas considérés comme « déchets dangereux » au sens de la directive modifiée du 19 novembre 2008 relative aux déchets.

#### **Concernant les opérations de dépotage**

Ce dépotage s'effectuant au niveau d'un poste de dépotage dédié existant, dans les installations ARKEMA et par du personnel ARKEMA formé à ces opérations, aucun risque en relation avec la reprise des effluents SNF n'a été identifié.

Il est précisé que les citernes ne stationnent pas dans les installations d'ARKEMA. Leur venue est programmée la veille et elles quittent le site dès que le dépotage est réalisé.

ARKEMA en conclut que la reprise des effluents de SNF à la station biologique ne génère pas de nouveaux risques.

## **3. ANALYSE DU PROJET**

### **3.1. Analyse administrative**

L'objectif de cette analyse est de positionner le projet par rapport aux critères de l'article R.181-46 du Code de l'environnement :

<b>Critères du I de l'article R.181-46</b>	<b>Analyse de l'Inspection</b>
1° extension devant faire l'objet d'une nouvelle évaluation environnementale en application du II de l'article R.122-2	Le projet ne consiste pas en une extension.
2° ou atteint des seuils quantitatifs et des critères fixés par arrêté du ministère chargé de l'environnement	Le projet n'implique pas l'atteinte des seuils quantitatifs ni des critères fixés dans l'arrêté ministériel du 15 décembre 2009 fixant certains seuils et critères mentionnés aux articles R. 512-33, R. 512-46-23 et R. 512-54 du Code de l'environnement.
3° ou est de nature à entraîner des dangers et inconvénients significatifs pour les intérêts mentionnés à l'article L.181-3	L'analyse a été réalisée sur la base de la notice d'information de l'exploitant, de la note transmise en complément, et du point III de la circulaire du 14 mai 2012. Elle fait l'objet du point suivant du présent rapport.

A ce stade, la modification n'apparaît donc pas substantielle.

### **3.2. Analyse technique et environnementale**

#### **3.2.1. Rejets et nuisances**

Les éléments fournis par ARKEMA indiquent qu'aucun impact négatif sur le milieu en lien avec le projet n'est attendu, et qu'au contraire le projet s'inscrit dans un mode de gestion plus respectueux de l'environnement. **En tout état de cause, il n'est pas demandé ni prévu de revoir à la hausse les valeurs limites imposées actuellement à ARKEMA concernant les rejets dans le milieu (eaux superficielles et rejets atmosphériques en particulier).**

***Le projet n'entraînera donc pas d'impact significatif sur les rejets et nuisances.***

#### **3.2.2. Risques accidentels**

Il convient de noter en préambule que, de manière générale, les risques liés aux installations de traitement des effluents d'ARKEMA ont été étudiés dans l'étude de dangers « Réseaux et communs site », dont une version révisée a été transmise en juin 2015. Suite à son instruction, des compléments ont été demandés à l'exploitant, qui a répondu par courrier du 16 décembre 2016. L'analyse des réponses apportées a conduit l'Inspection à faire de nouvelles remarques à l'exploitant, qui lui ont été transmises par courrier du 30 mai 2017, accompagnées d'un projet d'arrêté préfectoral. Concernant les stations de traitement des effluents, celui-ci prévoit la prescription d'une mise à jour anticipée des études de danger pour tenir compte des modifications survenues depuis 2015, en lien notamment avec l'arrêt fin 2015 des activités de TPF. Cette révision intégrera donc le cas échéant le projet objet du présent rapport.

Pour information, les potentiels de danger de la ligne d'eau de la station biologique sont liés au caractère inflammable des organiques présents dans les effluents traités.

L'effluent SNF est très dilué et aucun potentiel de danger n'a été mis en évidence en lien avec sa caractérisation, ni avec les opérations liées à sa reprise.

***Le projet n'entraînera donc pas d'impact significatif sur les risques accidentels.***

### **4. AVIS DE L'INSPECTION**

Sur la base de l'analyse des éléments transmis par la société ARKEMA à SAINT-AVOLD, il apparaît que la modification examinée ici est non-substantielle. Elle peut être réalisée dès à présent, sans nécessiter le dépôt d'une nouvelle demande d'autorisation. Il convient d'en informer dès à présent l'exploitant par courrier préfectoral.

Toutefois la modification sollicitée par ARKEMA nécessite la mise à jour, dans les formes prévues à l'article R 181-45 du Code de l'environnement, des arrêtés préfectoraux suivants :

- Arrêté cadre-eau du 27 mai 2015 d'ARKEMA, pour intégrer l'effluent SNF dans la liste des effluents industriels d'ICPE de la plate-forme autorisés à être traités dans les stations biologiques et de traitement final au titre de la rubrique 2750 ;
- Arrêté-cadre n°2005-AG/2-22 du 17 janvier 2005 de SNF, pour actualiser certains articles relatifs à la collecte et au traitement des effluents liquides.

L'Inspection propose donc ci-joint deux projets d'arrêtés préfectoraux en ce sens. Ces projets pourront être soumis à l'avis d'un prochain Conseil Départemental de l'Environnement, des Risques Sanitaires et Technologiques.

Chaque exploitant a été consulté sur le projet d'arrêté le concernant. Les projets ci-joints tiennent compte de leurs réponses.



## PROJET D'ARRETE PREFECTORAL

**modifiant les prescriptions de l'arrêté préfectoral n°2015-DLP/BUPE-169 du 27 mai 2015 réglementant les rejets aqueux de l'ensemble des installations exploitées par la société ARKEMA France, sur la plateforme pétrochimique de Carling à Saint-Avold**

VU le Code de l'environnement, notamment ses articles R.181-45 et R.181-46 ;

VU l'arrêté préfectoral n° 2006-DEDD/1-306 du 22 août 2006 modifié, dit « arrêté-cadre » ;

VU l'arrêté préfectoral n°2015-DLP/BUPE-169 du 27 mai 2015 réglementant les rejets aqueux de l'ensemble des installations exploitées par la société ARKEMA France, sur la plateforme pétrochimique de Carling à Saint-Avold, dit « arrêté-cadre eau » ;

VU la notice d'information « Station de traitement biologique », transmise par courrier du 12 juin 2017 référencé ENV/FLT/L038/17, complétée par la note « Reprise des effluents SNF à la station BIO » transmise par courrier du 30 août 2017 référencé ENV/FLT/L062/17 ;

VU le rapport de l'Inspection des Installations Classées du ..... ;

VU l'avis du Conseil Départemental de l'Environnement, des Risques Sanitaires et Technologiques réuni le ..... ;

CONSIDERANT que la modification envisagée n'est pas substantielle ;

CONSIDERANT que la modification projetée sur le site de la société ARKEMA France à SAINT AVOLD rend nécessaire la mise à jour de certaines prescriptions applicables au site ;

Sur proposition du Secrétaire Général de la Préfecture de la MOSELLE ;

## A R R E T E

### **Article 1 - Autorisation de reprise et de traitement des effluents de la société SNF SAS**

Dans les tableaux figurant aux articles 3.2.1 et 3.3.1 de l'arrêté préfectoral n°2015-DLP/BUPE-169 du 27 mai 2015, « SNF SAS » est ajouté à la liste des sociétés mentionnées dans la case correspondant à la ligne de la rubrique 2750 et à la colonne « nature de l'installation ».

### **Article 2 - Conditions de reprise d'effluents par dépotage à la station de traitement biologique**

Le chapitre 3.3 de l'arrêté préfectoral n°2015-DLP/BUPE-169 du 27 mai 2015 est complété par l'article 3.3.6 suivant :

*« Article 3.3.6 - reprise d'effluents par dépotage dans un ouvrage de la station de traitement biologique »*

Le dépotage de citernes routières dans les ouvrages de la station de traitement biologique est soumis à l'accord préalable de l'exploitant de la station de traitement biologique, sur la base notamment de la disponibilité de la station et des résultats d'analyse de la caractérisation de l'effluent à traiter. Les paramètres à analyser sont a minima ceux définis par l'exploitant de la station.

Lors de chaque dépotage, un échantillon d'eau est prélevé et conservé au moins 15 jours.  
Les opérations de dépotage font l'objet d'une traçabilité. »

### **Article 3 - Article d'exécution**

## PROJET D'ARRETE PREFECTORAL

### **modifiant les prescriptions relatives à la collecte et au traitement des eaux résiduaires industrielles et pluviales polluées de la société SNF SAS sur son site de SAINT AVOLD**

VU le Code de l'environnement ;

Vu l'arrêté préfectoral modifié n° 2005-AG/2-22 du 17 janvier 2005 autorisant la Société SNF FLOERGER à exploiter un atelier de production de monomères acryliques quaternisés, un atelier de fabrication de polyamines, un atelier de fabrication de DADMAC et PolyDADMAC et un atelier pilote pour la synthèse des monomères MDAA et du polymère polyMDAA-HCl, sur son site de SAINT-AVOLD ;

VU l'arrêté préfectoral n°2014-DLP/BUPE-5 du 9 janvier 2014 autorisant la Société SNF à augmenter sa capacité de stockage de chlorure de méthyle par l'exploitation de deux réservoirs supplémentaires de 400 m<sup>3</sup> chacun sur le territoire de la commune de SAINT AVOLD ;

VU la notice d'information « Station de traitement biologique » de la société ARKEMA France, transmise par courrier du 12 juin 2017 référencé ENV/FLT/L038/17 et complétée par la note « Reprise des effluents SNF à la station BIO » transmise par courrier du 30 août 2017 référencé ENV/FLT/L062/17 ;

VU les éléments complémentaires d'information transmis par courriels des 2 août 2017 et 20 octobre 2017, par la société SNF à l'Inspection des installations classées à sa demande ;

VU le rapport de l'Inspection des Installations Classées du ..... ;

VU l'avis du Conseil Départemental de l'Environnement, des Risques Sanitaires et Technologiques réuni le ..... ;

CONSIDERANT que la modification projetée sur le site de la société ARKEMA à SAINT-AVOLD concerne les effluents de la société SNF SAS et rend nécessaire la mise à jour de certaines prescriptions applicables aux installations exploitées par SNF SAS ;

Sur proposition du Secrétaire Général de la Préfecture de la MOSELLE ;

## **A R R E T E**

### **Article 1 - Collecte des effluents liquides**

Un troisième tiret est ajouté au point 22.1 de l'arrêté préfectoral n° 2005-AG/2-22 du 17 janvier 2005 :

« - le réseau de collecte des eaux résiduaires industrielles et des eaux pluviales susceptibles d'être polluées ».

Les dispositions du point 22.2 de l'arrêté préfectoral n° 2005-AG/2-22 du 17 janvier 2005 sont remplacées par les dispositions suivantes :

*« Les eaux résiduaires industrielles (eaux de lavage de dalle, égouttures éventuelles, et les eaux pluviales polluées ou susceptibles de l'être (issues essentiellement des rétentions)) sont collectées pour être dirigées vers une fosse de 100 m<sup>3</sup>, dont le niveau est suivi régulièrement de manière à éviter tout débordement.*

*Les eaux d'extinction d'un éventuel incendie (incendie réel ou dans le cadre d'exercices ou suite à des déclenchements inopinés) sont soit pompées directement en récipients de stockage unitaires si possible, soit collectées vers la fosse de 100 m<sup>3</sup> mentionnée à l'alinéa précédent.*

*En cas de débordement accidentel de la fosse de 100 m<sup>3</sup>, celui-ci est dirigé vers un bassin de confinement de 700 m<sup>3</sup>.*

*Ce bassin reçoit également directement le débordement accidentel éventuel des rétentions déportées associées respectivement aux cuves de 400 m<sup>3</sup> de chlorure de méthyle et de 150 m<sup>3</sup> d'ADAME.*

*A chaque poste, un opérateur effectue une ronde et contrôle la présence de liquide dans ce bassin. L'évacuation des eaux est effectuée selon leur nature et dans le respect des dispositions de l'article 23 du présent arrêté.*

*Les dispositifs sont étanches aux liquides susceptibles d'être retenus ».*

## **Article 2 - Eaux de la rétention déportée associée aux cuves de 400 m<sup>3</sup> de chlorure de méthyle**

Le deuxième alinéa de l'article 3.2.2 de l'arrêté préfectoral n° 2014-DLP/BUPE-5 du 9 janvier 2014 « bassin de prétraitement de 100 m<sup>3</sup> » est remplacé par « bassin de confinement de 700 m<sup>3</sup> mentionné au point 22.2 de l'arrêté préfectoral n° 2005-AG/2-22 du 17 janvier 2005 ».

## **Article 3 - Traitement des effluents industriels, des eaux pluviales polluées ou susceptibles de l'être, et des eaux d'extinction**

Les dispositions du premier alinéa du point 23.4.1 de l'arrêté préfectoral n° 2005-AG/2-22 du 17 janvier 2005 sont remplacées par les dispositions suivantes :

*« Selon la caractérisation de l'effluent collecté dans la fosse de 100 m<sup>3</sup> mentionnée au point 22.2 du présent arrêté, celui-ci est pompé puis :*

*- recyclé dans le process,*

*OU*

*- expédié par camion-citerne à la station de traitement biologique exploitée par la société ARKEMA France sur son site de SAINT-AVOLD, après obtention de son accord,*

*OU*

*- expédié par camion-citerne dans un centre de traitement dûment autorisé à cet effet.*

*Selon la nature de l'effluent collecté dans le bassin de 700 m<sup>3</sup> mentionné au point 22.2 du présent arrêté, celui-ci est pompé puis :*

*- expédié par camion-citerne dans un centre de traitement dûment autorisé à cet effet (notamment suite à un sinistre ou à une fuite de produit avérée au niveau des stockages et/ou rétentions déportées connectés au bassin de 700 m<sup>3</sup> ou à un débordement accidentel de la fosse de 100 m<sup>3</sup>),*

*OU*

*- dirigé dans le réseau des eaux pluviales non polluées ».*

*En aucun cas, les eaux de la fosse de 100 m<sup>3</sup> et du bassin de 700 m<sup>3</sup> ne sont autorisées à être rejetées dans le réseau d'eaux usées de SAINT-AVOLD.*

## **Article 4 - Article d'exécution**